

Association Cartooning For Peace

12, Cité Malesherbes
75009 Paris

**Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Cabinet Robert COHEN
97-99, Rue de Paris
94 220 Charenton-le-Pont
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Association Cartooning For Peace

12, Cité Malesherbes
75009 Paris

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association Cartooning For Peace** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

La responsabilité qui nous incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

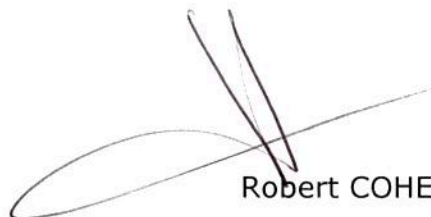
Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Charenton le Pont, le 26 avril 2024

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a vertical stroke and a horizontal crossbar.

Robert COHEN

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	7 697	7 697		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	21 033	17 860	3 174	876
Immobilisations financières				
TIAP & autres titres immobilisés	150 807		150 807	150 060
Total I	179 538	25 557	153 981	150 936
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Avances et acomptes versés sur commandes	257		257	1 662
Créances				
Usagers et comptes rattachés	79 297		79 297	15 321
Autres créances	41 670		41 670	128 249
Divers				
Disponibilités	491 265		491 265	720 482
Charges constatées d'avance	4 116		4 116	12 211
Total II	616 606		616 606	877 925
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	796 144	25 557	770 587	1 028 860

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	582 412	544 177
Excédent ou déficit de l'exercice	22 339	38 235
Situation nette (sous-total)	604 751	582 412
Total I	604 751	582 412
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Total II		
PROVISIONS		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 340	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 371	114 273
Dettes fiscales et sociales	83 738	88 132
Produits constatés d'avance	35 387	244 043
Total IV	165 836	446 448
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	770 587	1 028 860

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	650	0,08	700	0,08	-50	-7,14
Ventes de biens et de services	257 804		350 492		-92 688	-26,45
Ventes de prestations services	257 804	32,55	350 492	39,73	-92 688	-26,45
Produits de tiers financeurs	533 522		530 934		2 588	0,49
Concours publics et subventions d'exploitation	473 522	59,79	430 934	48,85	42 588	9,88
Ressources liées à la générosité du public	60 000	7,58	100 000	11,34	-40 000	-40,00
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de char			5 387	0,61	-5 387	-100,00
Autres produits	25 719	3,25	21 333	2,42	4 387	20,56
Total I	817 695	103,25	908 846	103,03	-91 150	-10,03
CHARGES D'EXPLOITATION						
Autres achats et charges externes	350 387	44,24	425 999	48,29	-75 612	-17,75
Aides financières			-5 816	-0,66	5 816	-100,00
Impôts, taxes et versements assimilés	8 747	1,10	8 578	0,97	170	1,98
Salaires et traitements	332 118	41,94	325 502	36,90	6 615	2,03
Charges sociales	105 637	13,34	109 041	12,36	-3 404	-3,12
Dotations aux amortissements et aux dépréciation	1 139	0,14	378	0,04	762	201,83
Autres charges	5		309	0,04	-304	-98,38
Total II	798 033	100,76	863 991	97,94	-65 958	-7,63
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	19 662	2,48	44 855	5,08	-25 193	-56,16
PRODUITS FINANCIERS						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif i						-100,00
Autres intérêts et produits assimilés	6 578	0,83	3 190	0,36	3 388	106,21
Total III	6 578	0,83	3 190	0,36	3 388	106,20
CHARGES FINANCIERES						
Différences négatives de change	3		74	0,01	-71	-96,35
Total IV	3		74	0,01	-71	-96,35
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	6 576	0,83	3 116	0,35	3 459	111,01
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	26 238	3,31	47 971	5,44	-21 733	-45,31
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	149	0,02			149	
Total V	149	0,02			149	
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	438	0,06	7 188	0,81	-6 750	-93,90
Total VI	438	0,06	7 188	0,81	-6 750	-93,90
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-289	-0,04	-7 188	-0,81	6 899	-95,98
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 610	0,46	2 548	0,29	1 062	41,68
Total des produits (I + III + V)	824 423	104,10	912 036	103,39	-87 613	-9,61
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI)	802 084	101,28	873 801	99,06	-71 717	-8,21
EXCEDENT OU DEFICIT	22 339	2,82	38 235	4,33	-15 896	-41,57
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Prestations en nature	124 803		105 881		18 922	17,87
TOTAL	124 803		105 881		18 922	17,87
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Mise à disposition gratuite	124 803		105 881		18 922	17,87
TOTAL	124 803		105 881		18 922	17,87

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/23, dont le total est de 770 587 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un bénéfice de 22 339 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/23 au 31/12/23.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par les dirigeants de l'association.

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Article 431-9 du nouveau règlement comptable

« L'entité fournit une information sur les montants des concours publics et les subventions qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :

- la nature du concours ou de la subvention octroyée : concours publics, subvention d'exploitation et subvention d'investissement ;
- les différentes catégories d'autorités administratives : Union européenne, Etat, Collectivités territoriales, Caisse d'allocations familiales, autres... » ;

L'Association a mis en place un plan comptable permettant une distinction de ces informations, et figurant dans le détail des comptes annuels joints à cet état.

Comptabilisation des subventions de projets reçues

Conformément aux dispositions du nouveau règlement comptable n°2018-06, une subvention de projet reçue est comptabilisée à la date de notification de l'attribution de la subvention pour la totalité du montant de la subvention accordée au contrat, sur l'ensemble de la période du projet, en produits au compte de résultat et en créance et/ou en trésorerie à l'actif du bilan.

A la clôture de chaque exercice, les produits relatifs à une subvention reçue sont comptabilisés à due concurrence des dépenses engagées à date sur le projet concerné, majorées des frais administratifs, par la comptabilisation d'un produit constaté d'avance au passif du bilan, correspondant à la quote-part du montant de la subvention n'ayant pas fait l'objet d'engagement de dépenses sur le projet à la date de clôture de l'exercice.

Cependant, les produits et les créances relatives à certaines subventions ne sont acquis qu'à l'issue de la réalisation d'un audit financier des dépenses du projet concerné, confirmant l'absence de dépenses inéligibles en respect des termes du contrat de subvention. Si des dépenses sont déclarées inéligibles au terme d'un audit financier, le montant des produits et des créances relatifs à la subvention sont alors réduits d'autant.

Néanmoins, du fait que la survenance de dépenses inéligibles est incertaine, aucune provision n'est comptabilisée à la date de clôture de l'exercice afin de prévenir ce risque.

Comptabilisation des subventions de projets rétrocédées

Conformément aux dispositions du nouveau règlement comptable n°2018-06, une subvention de projet rétrocédée à une organisation partenaire est comptabilisée à la date de notification de l'attribution de la subvention rétrocédée pour la totalité du montant de la subvention rétrocédée, sur l'ensemble de la période du projet, en charge au compte de résultat et en dette et/ou en trésorerie au passif du bilan.

A la clôture de chaque exercice, les charges relatives à une subvention rétrocédée sont comptabilisées à due concurrence des dépenses engagées par l'organisation partenaire à date sur le projet concerné, majorées des frais administratifs, par la comptabilisation d'une charge constatée d'avance à l'actif du bilan/créance, correspondant à la

Règles et méthodes comptables

quote-part du montant de la subvention rétrocédée n'ayant pas fait l'objet d'engagement de dépenses sur le projet à la date de clôture de l'exercice.

Cependant, les charges et les dettes relatives à certaines subventions rétrocédées ne sont certaines qu'à l'issue de la réalisation d'un audit financier des dépenses du projet concerné, confirmant l'absence de dépenses inéligibles en respect des termes du contrat de subvention source. Si des dépenses sont déclarées inéligibles au terme d'un audit financier, le montant des charges et des dettes relatives à la subvention rétrocédée sont alors réduits d'autant. La charge du remboursement des dépenses déclarées inéligibles incombe théoriquement à l'organisation partenaire concernée. Si celui-ci n'est pas en capacité financière de prendre à sa charge ces dépenses déclarées inéligibles, cette charge est transférée sur Cartooning for Peace en sa qualité de bénéficiaire de la subvention source. Du fait que la survenance de dépenses inéligibles et d'une défaillance de l'organisation partenaire est incertaine, aucune provision n'est comptabilisée à la date de clôture de l'exercice afin de prévenir ce risque.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité qui correspond à la durée d'usage généralement admise, d'où l'absence d'amortissement dérogatoire. Il n'a été identifié dans les comptes sociaux aucun composant.

Modes et durées pratiquées :

- Logiciel : 3 ans en linéaire
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans en linéaire

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'exercice.

Autres Informations

- Position fiscale

L'Association Cartooning For Peace avait effectué une demande de rescrit fiscal portant principalement sur le caractère de non assujettissement aux impôts commerciaux de l'Association.

Règles et méthodes comptables

La décision de l'administration en réponse au rescrit a été rendu le 20/01/2020, reconnaissant le caractère non lucratif de l'association.

Une sectorisation a été mise en place à compter de l'exercice 2019.

- **Continuité d'exploitation**

La continuité d'exploitation de l'Association est subordonnée au respect d'un plan de trésorerie, mis en place et suivi mensuellement par la Direction de l'Association, en lien avec les plans stratégiques et budgétaires définis en interne.

L'association a bénéficié d'un projet (EIDHR) financé par l'Union Européenne en date du 24/12/2019 pour 24 mois pour un montant maximum de 440 000 €, avec condition suspensive d'un pourcentage de dépense du budget.

Au 31/12/2022, l'Association a perçu 396 000 € de subvention.

Le solde à recevoir, estimé à 20 657 € en raison de certaines dépenses inéligibles, a été perçu en 2023.

Le montant total de la subvention s'élève donc à 416 657 €.

Afin d'assurer la continuité d'exploitation, l'association concentre ses efforts sous deux aspects :

Renouvellements

- Renforcement des ressources propres
- Partenariats publics : ministères, conseils départementaux, villes, AFD
- Partenariats privés
- Mécénat
- Partenariats multiples, privés et publics, autour d'événements spécifiques

Nouveaux projets en cours

- Partenariats multiples privés à dimension internationale (CFI, FLL...)
- Nouveaux partenariats publics et privés

S'ajoutent à cela, la prospection et la veille d'autres appels d'offre qui correspondent aux missions de l'association auxquelles elle répondra seule ou en consortium.

- **Méthode de comptabilisation des cotisations**

Les cotisations sont comptabilisées à la date de l'appel de cotisation qui constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

- **Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance comptabilisés au 31 décembre 2022 ont été repris en totalité.

En 2023, toutes les sommes qui ont été passées en produits constatés d'avance le sont du fait de l'absence de produits répondant à la définition des fonds dédiés.

La reconnaissance de la période d'affectation des sommes sur l'exercice a été effectuée selon les critères suivants :

- Selon répartition réalisé en % à fin 2023 sur budget établi
- Selon le budget des dépenses réalisées
- Selon prorata temporis

- **Dons reçus**

L'Association a bénéficié de dons de particuliers pour un montant de 18 704 €. Ces dons sont venus en soutien à la réalisation de l'activité.

- **Produits**

Les produits reconnus dans les comptes 2023 ne seront définitifs qu'à la suite de l'audit demandé par le financeur et l'absence de dépenses considérées comme « inéligibles », soit des dépenses à rembourser au financeur.

Règles et méthodes comptables

- **Apports en nature** - Article 431-10 du nouveau règlement comptable

L'Association a bénéficié de contributions en nature sous la forme de mises à disposition gratuite d'œuvres par des dessinateurs et de prestations. Les contributions pour mises à disposition gratuite par des dessinateurs ont été valorisées pour 104 450 € et comptabilisées dans les comptes annuels en classe 8.

- **Autres points**

Le montant estimé des honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice 2023 s'élève à 3 600 euros TTC, incluant l'ensemble des charges et frais de toutes natures inhérentes à ses prestations.

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier, le secrétaire. Ils exercent leurs fonctions de manières bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération à ce titre, comme tous les autres membres du Conseil d'Administration.

Points statutaires

L'association a pour objet l'organisation d'expositions de dessins de presse dans tous pays ; de rencontres entre les dessinateurs ; des publications, papiers et internet, relatives à ces manifestations ; ainsi que des actions éducatives.

L'association est à but non lucratif et organisme d'intérêt général pour la défense de la liberté d'expression.

Pour réaliser son objet, l'association organise les expositions et rencontres de dessinateurs de presse, ainsi que les manifestations et publications qui y sont associées.

Elle réalise les éditions et publications sur tout support, organise et participe à des actions d'enseignement et de formation. Dans l'ensemble de son activité et pour la réalisation de ses projets définis aux statuts, l'association assure une gestion désintéressée de ses ressources.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	7 697			7 697
Immobilisations corporelles	17 596	3 438		21 033
Immobilisations financières	150 060	747		150 807
Total	175 353	4 185		179 538
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	7 697			7 697
Immobilisations corporelles	16 720	1 139		17 860
Immobilisations financières				
Total	24 418	1 139		25 557
ACTIF NET				153 981

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		3 438	747	4 185
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		3 438	747	4 185
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 125 084 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	79 297	79 297	
Autres	41 670	41 670	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	4 116	4 116	
Total	125 084	125 084	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus à recevoir	5 499
Total	5 499

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 164 496 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 371	45 371		
Dettes fiscales et sociales	83 738	83 738		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	35 387	35 387		
Total	164 496	164 496		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	18 122
Fournisseurs - FNP budget AFD	12 492
Dettes provis. pr congés à payer	17 526
Charges sociales s/congés à payer	5 044
Taxe sur les salaires	5 460
Total	58 644

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	4 116		
Total	4 116		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	35 387		
Total	35 387		

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
Regul Achats / fournisseurs	236	80
Salaires et charges sociales	70	
TOTAL	306	80

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	149	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Total des produits exceptionnels	149	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	438	7 188
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles	438	7 188
Résultat exceptionnel	-289	-7 188

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Dons, libéralités	200	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2	
TOTAL	202	